

NOTE D'ANALYSE

VILLE MORTE ET ÉCONOMIE POLITIQUE DE LA CONTESTATION

Entre rationalité économique, mobilisation sociale et arbitrages politiques en RDC

Bobo B. KABUNGU

« Cette note d'analyse a été produite par la Direction scientifique
du Centre de recherche en sciences humaines (CRESH) en RDC
dans le cadre de la valorisation des études menées
par les chercheuses et les chercheurs de ce dernier. »



MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, UNIVERSITAIRE,
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET
INNOVATIONS

CENTRE
DE RECHERCHE
EN SCIENCES HUMAINES



Juin 2026

Introduction

Par Bobo B. KABUNGU¹

Le 03 juin 2026, plusieurs appels à une opération de « ville morte » ont été lancés à Kinshasa dans un contexte marqué par des tensions politiques et sociales persistantes. Comme souvent en République démocratique du Congo, cette forme de mobilisation collective a ravivé le débat sur la place de la contestation dans l'espace public, son efficacité réelle et ses conséquences économiques sur des populations largement dépendantes des revenus journaliers.

Au soir de cette journée, loin de toute approche militante ou émotionnelle de la contestation, la présente réflexion propose une lecture d'économie politique de la ville morte en RDC. À partir d'un regard à la fois historique, comparatif et analytique, elle interroge les arbitrages complexes entre pression politique, coûts économiques, rationalité collective et fatigue sociale potentielle dans les sociétés africaines à forte prédominance informelle.



Les opérations dites de « ville morte » figurent parmi les formes les plus visibles de contestation politique observées dans plusieurs pays africains depuis les années 1980. En République démocratique du Congo (RDC), elles constituent un mode récurrent de revendication utilisé par les partis politiques, les mouvements citoyens, les organisations syndicales ou certaines composantes de la société civile pour exprimer un désaccord face aux autorités publiques.

Si ces mobilisations sont généralement analysées sous l'angle politique, leur dimension économique demeure tout aussi importante. Une ville morte consiste en effet à suspendre volontairement une partie des activités économiques afin de produire un coût suffisamment significatif pour attirer l'attention des décideurs publics et renforcer la visibilité des revendications formulées.

Dans un pays où une large partie de la population dépend d'activités informelles et de revenus journaliers, cette réalité place la contestation au cœur d'un arbitrage complexe entre expression démocratique, survie économique et stabilité institutionnelle. L'histoire politique congolaise montre d'ailleurs que les opérations de ville morte ne constituent pas un phénomène récent. Dès les années 1990, au cours de la transition politique marquée par les revendications démocratiques contre le régime du maréchal Mobutu, les journées de paralysie économique furent régulièrement utilisées comme instruments de pression politique. Les appels lancés par l'opposition politique, certaines organisations syndicales ou des mouvements estudiantins visaient alors à démontrer la capacité de la société à suspendre collectivement le fonctionnement normal de l'économie urbaine.

À Kinshasa, les journées de ville morte organisées au début des années 1990 dans le contexte de la Conférence nationale souveraine avaient notamment entraîné la fermeture de nombreux commerces, l'arrêt partiel des transports urbains et une forte perturbation des activités administratives. Ces mobilisations traduisaient alors la montée des revendications démocratiques face à l'essoufflement du régime mobutiste. Depuis lors, la ville morte s'est progressivement imposée comme l'un des répertoires classiques de la contestation dans l'espace congolais (Bratton & van de Walle, 1997 ; Young, 2012).

¹ Economiste, maître de recherche au Centre de recherche en sciences humaines.

1

La ville morte comme instrument de contestation

Les travaux du sociologue Charles Tilly montrent que les mouvements sociaux s'appuient généralement sur un ensemble relativement limité mais évolutif de moyens d'action qu'il qualifie de « répertoire de la contestation » (Tilly, 2008). Manifestations, boycotts, grèves ou occupations permettent ainsi aux citoyens de rendre visibles leurs revendications. Dans cette perspective, la ville morte peut être comprise comme une forme particulière de boycott collectif de l'économie. Son principe repose sur une logique simple : suspendre temporairement sa participation aux activités économiques afin de transformer le mécontentement social en rapport de force politique. Les analyses de Sidney Tarrow rappellent également que ce type de mobilisation devient particulièrement efficace lorsque les autorités apparaissent fragilisées ou confrontées à des tensions politiques importantes (Tarrow, 2011).

Dans le contexte congolais, la ville morte dépasse ainsi la simple interruption des activités commerciales. Elle devient un langage politique destiné à exprimer publiquement un désaccord, une frustration ou une revendication. Dans plusieurs grandes villes congolaises, notamment Kinshasa, Goma, Bukavu ou Lubumbashi, les opérations de ville morte se sont progressivement imposées comme des instruments récurrents de pression politique lors des périodes de tensions électorales ou institutionnelles.

2

La logique économique de la mobilisation

Toute mobilisation collective produit des coûts économiques. Mancur Olson souligne d'ailleurs que l'action collective repose souvent sur un paradoxe : les bénéficiaires d'un changement politique éventuel profitent à l'ensemble de la société, tandis que les coûts immédiats de la mobilisation sont supportés individuellement par les participants (Olson, 1965).

La ville morte illustre parfaitement cette réalité. Chaque commerçant qui ferme sa boutique, chaque chauffeur qui immobilise son véhicule ou chaque travailleur qui suspend son activité participe à la pression collective, mais accepte simultanément une perte de revenu immédiate.

D'un point de vue microéconomique, la ville morte agit comme un choc négatif temporaire sur les revenus des agents économiques. Pour les ménages vivant de revenus journaliers, l'interruption d'activité réduit immédiatement la capacité de consommation, d'épargne et parfois même d'accès aux biens essentiels. Cette réalité rejoint les analyses fondatrices de Keith Hart (1973) sur l'économie informelle africaine. Dans les secteurs informels caractérisés par une faible protection sociale, l'absence de revenu durant une seule journée peut produire des effets sensibles sur l'équilibre budgétaire des ménages les plus vulnérables (ILO, 2018 ; Hart, 1973).

Cette situation prend une dimension particulière dans les économies à forte composante informelle comme celle de la RDC. Dans les sociétés où les revenus sont essentiellement quotidiens, une journée sans activité peut affecter directement la capacité des ménages à satisfaire des besoins essentiels.

Encadré 1 : combien coûte une journée de ville morte à Kinshasa ?

Avec une population estimée entre 17 et 18 millions d'habitants selon les projections démographiques des Nations unies relayées par la Banque mondiale et les bases internationales de données urbaines, Kinshasa constitue aujourd'hui l'une des plus grandes agglomérations d'Afrique (World Bank, 2024) et concentre une part importante des activités économiques nationales. Une interruption généralisée des activités affecte simultanément plusieurs secteurs : transport urbain, commerce de détail, restauration, services financiers, télécommunications, construction et activités informelles.

Les pertes ne se limitent pas aux seules recettes commerciales. Une journée de paralysie peut également entraîner :

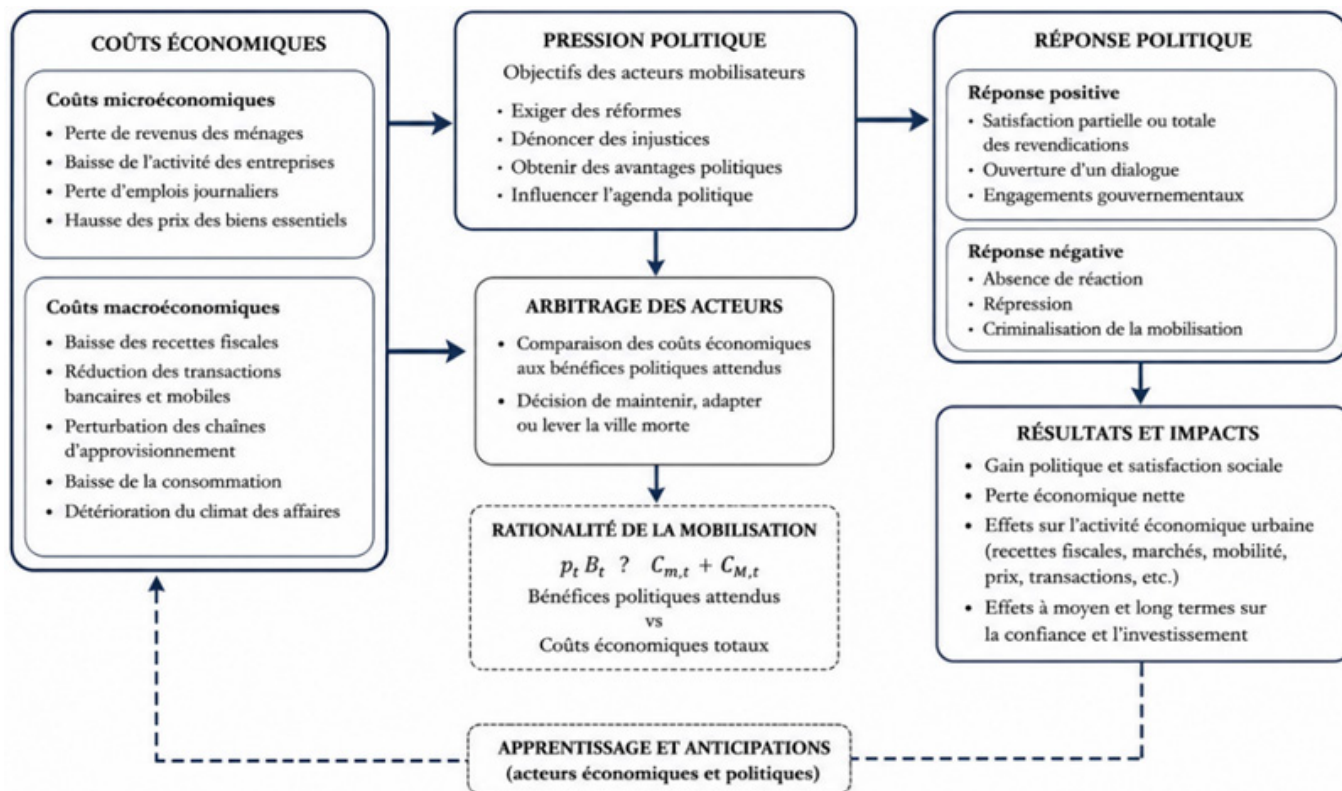
- une diminution des recettes fiscales ;
- des perturbations logistiques ;
- des retards dans les contrats commerciaux ;
- une baisse de productivité ;
- une dégradation du climat des affaires.

L'impact est particulièrement important dans le secteur informel, où les revenus sont généralement journaliers. Pour un vendeur ambulant, un conducteur de taxi-moto ou un petit détaillant, une journée sans activité représente souvent une perte définitive et non un simple report de revenu.

Selon Douglass North (1990), l'incertitude politique récurrente peut également affecter la confiance des investisseurs et accroître la perception du risque économique à moyen terme. Toutefois, une approche strictement comptable ne suffit pas à évaluer pleinement les effets d'une mobilisation collective. Certaines pertes économiques immédiates peuvent être perçues par les acteurs sociaux comme le prix à payer pour obtenir des réformes

À l'échelle macroéconomique, la répétition des mouvements de paralysie peut également affecter plusieurs équilibres fondamentaux : ralentissement temporaire de la circulation monétaire, contraction des échanges commerciaux, baisse des recettes fiscales, perturbation des chaînes logistiques et détérioration des anticipations des acteurs économiques (North, 1990 ; Rodrik, 1991). Dans les économies fortement urbanisées, les grandes villes jouent un rôle central dans la création de valeur ajoutée nationale. Une interruption prolongée de leurs activités produit donc des effets qui dépassent largement le seul espace local.

**Figure 1. Économie politique de la ville morte en RDC :
entre coût économique et pression politique**



Source : Auteur.

La figure 1 met en évidence la logique d'économie politique qui sous-tend les opérations de ville morte en RDC. Elle montre que ces mobilisations ne peuvent être réduites à de simples actes de contestation politique, dans la mesure où elles produisent simultanément des effets économiques micro et macroéconomiques susceptibles d'affecter l'ensemble du système productif urbain. La ville morte apparaît ainsi comme un mécanisme de pression fondé sur un arbitrage permanent entre les coûts économiques supportés par les populations et les gains politiques espérés par les acteurs mobilisateurs.

La figure souligne également que l'efficacité réelle d'une telle mobilisation dépend largement de la réponse institutionnelle qui lui est apportée. Lorsque les revendications aboutissent à des réformes, à un dialogue ou à des concessions politiques, les pertes économiques immédiates peuvent être interprétées comme un coût temporaire de la contestation. En revanche, en l'absence de résultats tangibles, les coûts supportés par les ménages, les entreprises et l'économie urbaine tendent à se transformer en pertes nettes, aussi bien à l'échelle individuelle que collective.

3

Une stratégie de désobéissance civile économique

3.1. Expériences comparées de paralysie économique

Les expériences internationales montrent que les mouvements de paralysie économique produisent des effets contrastés selon les contextes politiques et institutionnels. En Pologne, les grèves organisées autour du mouvement Solidarnosc dans les années 1980 ont contribué à fragiliser durablement le régime communiste. En Afrique du Sud, les campagnes de boycott et de désobéissance civile ont participé à l'isolement progressif du système d'apartheid. En Tunisie, les mobilisations sociales précédant la révolution de 2011 ont accéléré la chute du régime de Ben Ali. En Afrique centrale, les opérations dites de « ghost town » organisées dans les régions anglophones du Cameroun à partir de 2017 ont également provoqué d'importantes perturbations économiques locales. Celles-ci avaient affecté les marchés, les transports, les établissements scolaires et les activités commerciales durant plusieurs mois.

À l'inverse, certaines mobilisations n'ont pas produit les résultats politiques espérés malgré leurs coûts économiques importants. Dans plusieurs pays africains ou latino-américains, des journées répétées de paralysie ont parfois entraîné une fatigue économique et sociale sans déboucher sur des réformes substantielles. Cette situation illustre les limites économiques et politiques de certaines mobilisations prolongées dans des contextes institutionnels fragiles (Acemoglu & Robinson, 2012) et rappelle qu'une mobilisation collective ne produit pas automatiquement une transformation politique efficace.

3.2. La ville morte comme retrait collectif de consentement

Les travaux de Gene Sharp permettent d'interpréter la ville morte comme une forme de retrait collectif de consentement (Sharp, 1973). Selon lui, tout pouvoir repose en dernière instance sur la coopération des gouvernés. Lorsqu'une population cesse volontairement de collaborer avec les circuits économiques ou administratifs, elle réduit la capacité normale de fonctionnement des institutions.

Contrairement à une insurrection violente, la ville morte ne cherche pas à conquérir physiquement le pouvoir. Elle vise plutôt à démontrer que l'autorité politique dépend du fonctionnement quotidien de l'économie et de la participation des citoyens.

Cette logique explique pourquoi les mouvements de paralysie économique ont joué un rôle important dans plusieurs transitions politiques à travers le monde, notamment en Pologne avec Solidarnosc, en Afrique du Sud durant la lutte contre l'apartheid ou encore en Tunisie avant la révolution de 2011 (Sharp, 1973 ; Branch & Mampilly, 2015).

4

**Le paradoxe congolais :
économie de survie et
contestation collective****4.1. Rationalité de la
mobilisation et prédominance
du secteur informel**

La RDC présente une configuration particulière marquée par le poids dominant du secteur informel. Selon les estimations de la Banque mondiale (World Bank, 2023) et de l'Organisation internationale du travail (ILO, 2018), une grande partie de la population urbaine dépend de revenus quotidiens issus de petites activités commerciales ou de services. Dans ce contexte, la ville morte produit un paradoxe majeur : l'outil de revendication destiné à améliorer les conditions de vie peut simultanément fragiliser les ménages qui participent à la mobilisation.

Cette contradiction ne signifie pas que la mobilisation soit irrationnelle. Elle révèle plutôt que certaines populations acceptent temporairement un coût économique immédiat dans l'espoir d'obtenir un bénéfice politique futur jugé plus important. Cette logique rejoint la notion de « voice » développée par Albert Hirschman (1970) : lorsque les canaux institutionnels apparaissent insuffisants pour exprimer les frustrations sociales, les citoyens recourent à des formes de protestation destinées à rendre leur voix audible.

**4.2. Et si la contestation ne
produit pas de résultats ?**

La question de l'efficacité réelle des opérations de ville morte mérite une attention particulière. Lorsqu'une mobilisation parvient à produire des réformes politiques, institutionnelles ou sociales significatives, les pertes économiques immédiates peuvent être interprétées comme un coût temporaire destiné à obtenir un bénéfice collectif

futur. En revanche, lorsque les revendications formulées ne sont pas rencontrées, le coût de la mobilisation tend à apparaître beaucoup plus lourd.

À l'échelle individuelle, les ménages perdent des revenus souvent irrécupérables. Les petits commerçants, transporteurs, restaurateurs ou travailleurs informels supportent directement les effets de l'interruption d'activité. À l'échelle collective, la répétition de mouvements sans débouchés politiques visibles peut contribuer à fragiliser davantage le climat des affaires, ralentir les investissements et accentuer les difficultés économiques générales. À long terme, la répétition de mobilisations sans débouchés politiques visibles peut également alimenter une forme de fatigue sociale, de résignation collective ou de banalisation de l'instabilité dans les espaces urbains concernés.

En RDC, certaines journées de paralysie observées au cours des crises politiques successives ont parfois produit des perturbations économiques importantes sans nécessairement déboucher sur des compromis politiques durables ou des réformes institutionnelles majeures. Dans ce cas, la ville morte produit un double coût : microéconomique pour les individus et macroéconomique pour l'ensemble de la société. Cette réalité explique pourquoi l'efficacité politique d'une mobilisation constitue un élément central dans l'évaluation de sa rationalité économique et sociale.

Encadré 2. Pistes de modélisation économétrique de la ville morte en RDC

L'analyse économique des opérations de ville morte pourrait être approfondie à travers plusieurs approches économétriques mobilisant des données urbaines, macroéconomiques et institutionnelles. Une première piste consisterait à estimer l'impact des journées de paralysie sur l'activité économique urbaine à partir de variables telles que le niveau des recettes fiscales journalières, le volume des transactions mobiles et bancaires, la fréquentation des marchés, les prix des biens essentiels, la consommation de carburant ou encore les indicateurs de mobilité urbaine.

Dans cette perspective, le coût net attendu d'une opération de ville morte peut être exprimé à partir du modèle théorique suivant.

Modèle théorique : bénéfice net attendu d'une ville morte

Le bénéfice net attendu d'une opération de ville morte à la période t est donné par :

$$NEB_t = p_t B_t - (C_{m,t} + C_{M,t})$$

où :

- NEB_t : bénéfice net attendu de la mobilisation à la période t
- p_t : probabilité de succès politique de la mobilisation
- B_t : bénéfice politique, institutionnel ou social attendu
- $C_{m,t}$: coût microéconomique supporté par les ménages et agents individuels
- $C_{M,t}$: coût macroéconomique collectif.

Conditions de rationalité économique

La mobilisation est économiquement rationnelle lorsque le gain politique attendu est supérieur aux coûts économiques :

$$p_t B_t > (C_{m,t} + C_{M,t})$$

La mobilisation devient économiquement coûteuse lorsque les pertes économiques dépassent les bénéfices attendus :

$$p_t B_t < (C_{m,t} + C_{M,t})$$

Dans le cas où aucune revendication n'est satisfaite (probabilité de succès nulle) : $p_t = 0$

Le bénéfice net attendu devient alors :

$$NEB_t = - (C_{m,t} + C_{M,t})$$

Spécification économétrique simplifiée

L'effet d'une ville morte sur l'activité économique peut être estimé à l'aide du modèle suivant :

$$Y_t = \alpha + \beta VM_t + \gamma X_t + \varepsilon_t$$

où :

- Y_t : niveau d'activité économique observé à la date t
- VM_t : variable binaire valant 1 en période de ville morte, 0 sinon
- X_t : vecteur des variables de contrôle (inflation, taux de change, jour, chocs sécuritaires, etc.)
- ε_t : terme d'erreur
- α : constante
- β : effet économique moyen d'une ville morte sur l'activité économique
- γ : vecteur des coefficients associés aux variables de contrôle.

Une approche en séries temporelles, en différences-en-différences ou en panel dynamique pourrait ensuite permettre d'estimer les effets persistants des mobilisations répétées sur les anticipations économiques, l'investissement privé, les recettes fiscales ou le climat des affaires.

Enfin, une modélisation microéconomique des arbitrages des ménages du secteur informel permettrait d'évaluer dans quelle mesure les populations acceptent des pertes économiques immédiates dans l'espoir d'obtenir des gains politiques futurs. Une telle démarche contribuerait à mieux quantifier les interactions entre contestation politique, économie informelle et stabilité macroéconomique dans les économies africaines contemporaines.

5

Les limites des approches classiques face aux réalités africaines

Les théories classiques des mouvements sociaux ont été élaborées principalement à partir d'expériences européennes et nord-américaines caractérisées par une forte institutionnalisation politique et des économies largement formelles. Or, les réalités africaines présentent plusieurs spécificités importantes.

Premièrement, la prépondérance du secteur informel modifie profondément les coûts de la mobilisation. Les populations disposent généralement de marges de sécurité économique plus limitées. Dans plusieurs capitales africaines, les opérations de ville morte affectent prioritairement les secteurs urbains à forte informalité : marchés populaires, transport artisanal, petit commerce, restauration de rue et services quotidiens. Cette caractéristique distingue fortement les économies africaines de nombreuses économies occidentales, où une partie importante des revenus demeure protégée par des mécanismes institutionnels ou des contrats de travail plus stables.

Dans un deuxième temps, les mécanismes institutionnels de médiation politique sont

parfois perçus comme insuffisamment accessibles ou efficaces. Dans ce contexte, la rue et les mobilisations collectives occupent une place plus centrale dans l'expression politique (Bayart, 2009 ; Young, 2012).

Au-delà des considérations strictement économiques, les mobilisations s'appuient également sur des dimensions symboliques, identitaires et morales liées à la justice sociale, à la dignité ou à la citoyenneté. Cette dimension rejoint également la notion d'« économie morale » développée par Edward P. Thompson (1971). Les travaux de James C. Scott (1985 ; 1990) montrent d'ailleurs que les formes de résistance populaire s'appuient souvent autant sur des revendications symboliques que sur des intérêts strictement matériels.

Ainsi, dans le cas congolais, participer à une ville morte peut simultanément relever de logiques économique, politique, symbolique et morale. Cette pluralité des motivations explique pourquoi certaines mobilisations persistent même lorsque leurs coûts économiques immédiats apparaissent particulièrement élevés.

Conclusion

La ville morte constitue bien davantage qu'une simple interruption des activités économiques. Elle représente un instrument de contestation inscrit dans une longue tradition de mobilisation collective étudiée par la sociologie politique, l'économie institutionnelle et la théorie des mouvements sociaux.

Dans le contexte congolais, son impact est amplifié par la forte dépendance des ménages aux revenus quotidiens issus du secteur informel. Si elle peut renforcer la visibilité des revendications et la pression sur les autorités publiques, elle génère également des coûts économiques significatifs qui touchent souvent en priorité les populations les plus vulnérables.

L'analyse économique des villes mortes rappelle ainsi qu'une mobilisation collective ne peut être évaluée uniquement à partir de son impact médiatique ou de sa capacité de paralysie immédiate. Son efficacité dépend également de sa capacité à produire des résultats politiques tangibles susceptibles de compenser les coûts supportés par les populations. Lorsqu'aucune évolution significative n'est obtenue, les pertes économiques individuelles et collectives risquent d'apparaître rétrospectivement comme des sacrifices sans contrepartie réelle.

L'enjeu pour les démocraties contemporaines n'est donc pas de supprimer les mécanismes de contestation, mais de développer des institutions capables de transformer les tensions sociales en négociations productives. Comme le rappellent Acemoglu et Robinson (2012), la stabilité politique et la qualité des institutions demeurent des conditions essentielles de la performance économique durable. Car lorsqu'une ville morte devient le principal moyen d'être entendu, elle révèle souvent moins la force de la contestation que les difficultés persistantes à absorber, canaliser et transformer pacifiquement les tensions sociales.

Note de l'auteur :

Rédigée dans une perspective d'économie politique appliquée aux dynamiques sociales contemporaines en RDC, cette réflexion ne poursuit aucun objectif partisan ou politicien. Elle propose une lecture citoyenne d'un phénomène de société à partir d'une approche économique, historique et institutionnelle. Les analyses et opinions qui y sont développées n'engagent que leur auteur et ne sauraient être assimilées aux positions officielles des institutions auxquelles il est affilié.



Bibliographie

Acemoglu, D., & Robinson, J. A. (2012). *Why nations fail: The origins of power, prosperity, and poverty*. Crown Publishers.

Bayart, J.-F. (2009). *The state in Africa: The politics of the belly* (2nd ed.). Polity Press.

Branch, A., & Mampilly, Z. C. (2015). *Africa uprising: Popular protest and political change*. Zed Books.

Bratton, M., & van de Walle, N. (1997). *Democratic experiments in Africa: Regime transitions in comparative perspective*. Cambridge University Press.

Hart, K. (1973). Informal income opportunities and urban employment in Ghana. *The Journal of Modern African Studies*, 11(1), 61–89.

Hirschman, A. O. (1970). *Exit, voice, and loyalty: Responses to decline in firms, organizations, and states*. Harvard University Press.

International Labour Organization. (2018). *Women and men in the informal economy: A statistical picture* (3rd ed.). International Labour Office.

North, D. C. (1990). *Institutions, institutional change and economic performance*. Cambridge University Press.

Olson, M. (1965). *The logic of collective action: Public goods and the theory of groups*. Harvard University Press.

Rodrik, D. (1991). Policy uncertainty and private investment in developing countries. *Journal of Development Economics*, 36(2), 229–242.

Scott, J. C. (1985). *Weapons of the weak: Everyday forms of peasant resistance*. Yale University Press.

Scott, J. C. (1990). *Domination and the arts of resistance: Hidden transcripts*. Yale University Press.

Sharp, G. (1973). *The politics of nonviolent action*. Porter Sargent Publishers.

Tarrow, S. (2011). *Power in movement: Social movements and contentious politics* (3rd ed.). Cambridge University Press.

Thompson, E. P. (1971). The moral economy of the English crowd in the eighteenth century. *Past & Present*, 50, 76–136.

Tilly, C. (2008). *Contentious performances*. Cambridge University Press.

World Bank. (2023). *Democratic Republic of Congo economic update*. World Bank.

World Bank. (2024). *Kinshasa: Nature-based solutions for rapid urbanization and climate resilience*. World Bank.

Young, C. (2012). *The postcolonial state in Africa: Fifty years of independence, 1960–2010*. University of Wisconsin Press.